

Le Conseil fédéral veut imposer les économies d'énergie

Electricité Le gouvernement, déçu du peu d'effet des accords volontaires avec les branches économiques, entend exiger une limite de consommation de courant des appareils

Willy Boder

La patience du Conseil fédéral a assez duré. Il constate l'échec des accords volontaires conclus, dès 1993 avec les branches concernées, pour fixer des valeurs cibles de consommation des appareils électriques et électroniques vendus sur le marché suisse. Il a décidé de s'appuyer sur des motions parlementaires acceptées en 2008 pour modifier l'article 8 de la loi sur l'énergie et fixer lui-même les normes de consommation des appareils.

Ces prescriptions seront notamment harmonisées avec celles de l'Union européenne (UE), généralement plus sévères que celles négociées avec les fabricants et importateurs pour le marché suisse. «Le potentiel d'économies

est énorme», constate Roger Nordmann, conseiller national socialiste qui cite une étude de l'Agence suisse pour l'efficacité énergétique (Safe). Selon Safe, le tiers de la consommation suisse d'électricité, soit 18 milliards de kWh, serait économisé si les consommateurs et les industriels utilisaient les appareils et les moteurs électriques les plus performants du marché.

40 à 60% économisés

Des économies, de 40 à 60%, sont particulièrement spectaculaires dans le domaine de l'éclairage, pour un total de plus de 3 milliards de kWh. Si les appareils installés dans les cuisines des ménages suisses étaient remplacés par des équipements performants, l'économie représenterait

près de 1 milliard de kWh. Safe a également calculé que l'arrêt automatique des systèmes de veille des machines à café après moins d'une heure représenterait l'économie de la consommation moyenne annuelle de 60 000 ménages.

Réduire la consommation des systèmes de veille est une piste déjà soulevée par Simonetta Sommaruga au parlement à propos des décodeurs de télévision numérique. La conseillère fédérale empoignera certainement ce dossier avec plaisir dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

Il y a quelques années, le gouvernement constatait que les valeurs cibles de consommation établies par les branches économiques n'étaient pas respectées dans une proportion variant entre

30 et 60% selon les catégories d'appareils. Lassé de ce manque d'efficacité et des discussions interminables, pour inclure tous les fabricants, le Conseil fédéral veut imposer des prescriptions.

Mais la bataille de l'efficacité énergétique est loin d'être gagnée. L'Union suisse des arts et métiers (Usam) s'oppose de manière virulente au projet, en fustigeant «une politique d'économie planifiée». Au terme d'une procédure de consultation courant jusqu'au 7 janvier 2011, le Conseil fédéral devra faire avaliser la modification de loi par le parlement.

«Un tel projet permet d'économiser sans réduire le confort, et dégagera le volume d'énergie nécessaire au passage du véhicule à essence à la voiture électrique», se réjouit Roger Nordmann.